

LES JARDINS DE SURVIE AU NIGER

Nouhou Boubacar Gaoh



Au Niger, Christian Blind Mission (CBM) finance un programme de développement inclusif à la base (ProDIB) au sein duquel l'ONG nigérienne Karkara est chargée de mettre en œuvre le projet Jardins de survie. Ce projet vise à améliorer la qualité de vie des personnes handicapées et de leur famille en répondant à leurs besoins essentiels et en favorisant leur participation et leur inclusion dans la société.

Couverture Le projet est axé sur la résilience des personnes handicapées

Au Niger, le handicap est souvent perçu comme étant le fruit d'une malédiction divine ou de la sanction d'une faute commise par la personne concernée ou son ascendant. De ce fait, la situation des personnes handicapées est marquée par d'importantes discriminations et inégalités socio-économiques. Cela s'exprime par un accès très limité à l'éducation, à l'emploi, aux services de santé et par la limitation de leur participation citoyenne et du respect de leurs droits fondamentaux. Par ailleurs, les personnes handicapées ne sont pas considérées comme des citoyens actifs, capables de participer aux différentes activités au sein de la communauté. Pire encore, malgré le fait qu'elles soient bien souvent les premières victimes en cas de catastrophes, même les programmes d'urgence semblent les ignorer lorsqu'il faut porter secours aux populations.

Si le Niger mène depuis 1998 une politique nationale de développement social qui prend en compte les groupes vulnérables, ce n'est que grâce à l'offensive de certains partenaires au développement, comme Handicap International et Christian Blind Mission (CBM), que le dernier Plan de développement économique et social (PDES 2012-2016, reconduit pour la période 2017-2021) a été rendu véritablement inclusif, prévoyant d'importantes actions en faveur des personnes handicapées. Ces partenaires ont été invités à accompagner le gouvernement du Niger dans la mise en œuvre de ce PDES.

Dans ce contexte, il était important d'offrir aux personnes handicapées une opportunité de développer leur potentiel afin de contribuer au bien-être de leur ménage et de la communauté, de s'épanouir et de mener une vie digne, conformément aux dispositions de la Convention internationale des droits des personnes handicapées.

La crise de 2005, le facteur déclencheur

Au cours de ces dernières décennies, les pays sahéliens ont connu plusieurs années de mauvaise production agricole. Au Niger, l'année 2005 a été marquée par une crise alimentaire aiguë liée à la sécheresse couplée à l'invasion des criquets qui a fortement éprouvé les populations rurales. Dans certains villages de l'ouest du pays, on a assisté à des migrations internes des populations. Certaines personnes qui avaient besoin d'assistance ont été laissées sur place avec à leur disposition peu de moyens pour survivre jusqu'à l'arrivée d'un hypothétique secours.

Les personnes handicapées, l'un des groupes les plus pauvres au Niger, étaient majoritairement représentées parmi elles. Cette situation a alerté l'Union nationale des aveugles du Niger (UNAN), qui s'est saisie de la question et a immédiatement contacté ses partenaires techniques et financiers afin de trouver une solution

durable, adaptée à ce groupe cible. Le CBM a répondu à cette sollicitation et c'est ainsi qu'elle a mis en place les premiers jardins de survie dès 2006.

Le projet est géré par une équipe opérationnelle restreinte composée d'un chef de projet, un superviseur, trois techniciens d'appui conseil (un par zone d'intervention), une secrétaire-comptable et un chauffeur.

Le projet Jardins de survie

Le projet Jardins de survie est axé sur la résilience (alimentaire et monétaire) des personnes handicapées et de leur famille et promeut leur inclusion socio-économique dans la communauté. Il s'articule principalement autour du maraîchage, des microcrédits, de l'amélioration du cadre de vie des familles et des efforts menés en faveur de la prise en compte du handicap dans toutes les actions de



développement et d'urgence (la présente capitalisation se concentre toutefois sur la première activité, le maraîchage).

Pour en bénéficier, le candidat (sans distinction d'âge ou de sexe) doit être une personne handicapée issue d'une famille vulnérable. Il doit également disposer d'un terrain approprié d'au moins 625 m² situé dans une zone où la nappe phréatique ne dépasse pas 10 m de profondeur, et manifester un intérêt pour le jardinage. Ce terrain est gracieusement clôturé par un grillage dans le cadre du projet et un puits maraîcher et deux bassins d'arrosage sont construits. Les intrants et le matériel aratoire sont également fournis. La contribution des bénéficiaires se limite à la fourniture des matériaux locaux (gravier, sable, eau) ainsi que la main d'œuvre non spécialisée. Du fait de la pauvreté des sols et de la forte pression qu'ils subissent (trois campagnes de production par an), le projet insiste sur l'apport constant de fumure organique. De ce fait, chaque jardin doit disposer d'une fosse à compost. Les agents du projet en assurent l'encadrement technique.

Sélection des bénéficiaires

La procédure de sélection des bénéficiaires mise en place par le projet consiste d'abord à localiser les personnes handicapées. L'équipe consulte les registres des mairies, des organisations spécialisées, les répertoires des agents du projet et ceux des actrices communautaires qui recensent les personnes handicapées. Est ensuite menée une enquête de base lors de laquelle un guide d'entretien est renseigné pour chaque bénéficiaire potentiel. Il permet de recueillir des informations sur l'identité, le type de handicap et la situation familiale de la personne concernée, ainsi que

La procédure de sélection des bénéficiaires mise en place par le projet consiste d'abord à localiser les personnes handicapées.



Ci-dessus Les personnes handicapées ne sont plus vues comme une charge, mais plutôt comme une opportunité d'accès à l'investissement, au jardin de survie

sur les principales activités économiques du ménage auquel elle appartient. Cette enquête permet également d'apprécier la qualité du site d'implantation du futur jardin (mode d'acquisition, positionnement et qualité) et le cadre dans lequel vit la famille. Sur la base de ces renseignements, et des informations complémentaires obtenues auprès des autorités locales (chefs de villages), des actrices communautaires, et des commentaires adressés par les techniciens d'appui conseil, le superviseur et le chef de projet classent par ordre de priorité les candidats. Les futurs bénéficiaires sont désignés au prorata des jardins disponibles pour chaque zone.

Une fois la présélection faite, les agents de terrain engagent des négociations avec la personne handicapée et sa famille. Il s'agit ici de décliner toute la philosophie du projet ainsi que la particularité des jardins de survie. C'est à ce moment-là que l'on enregistre un certain nombre de désistements, lorsque l'on se rend compte que la personne handicapée n'est pas propriétaire du terrain désigné ou que son affiliation n'est pas directe avec le propriétaire légitime du terrain, ce qui permet d'écarter le candidat afin d'éviter de futurs conflits familiaux après l'aménagement du terrain.

Des résultats probants

Grâce à l'exploitation des jardins et activités connexes, 20 % des bénéficiaires ont agrandi eux-mêmes les 625 m² initialement aménagés par le projet, les trouvant trop étroits pour leur besoin. Tous ont amélioré leur résilience alimentaire et la moitié affirme avoir sécurisé leur ménage du point de vue alimentaire. Une enquête effectuée en 2016 sur la pertinence des jardins de survie rapporte ainsi :

« Les récoltes de 86,67 % d'un échantillon de trente bénéficiaires de jardins de survie ne pouvaient couvrir que trois à cinq mois de leurs besoins alimentaires annuels avant l'acquisition et l'exploitation des jardins. Après deux ans d'exploitation des jardins, 96,67 % du même échantillon affirme produire de quoi couvrir plus de neuf mois des besoins alimentaires de leurs familles. Il note également que si la plupart des familles interrogées (28 sur 30) prenaient déjà les deux à trois principaux repas par jour, force est de reconnaître que la qualité de ses repas s'est nettement améliorée grâce aux jardins. La consommation d'une variété de légumes produits dans les jardins contribue à réduire les risques de survenance de certaines carences alimentaires chez les enfants et les femmes allaitantes ou enceintes de leurs familles. »

Avec leurs recettes, 18 % des bénéficiaires ont acheté des motopompes en vue d'accroître les productions. Prenant exemple sur les jardiniers de survie, d'autres personnes de la communauté ont installé leurs jardins autour des puits construits dans le cadre du projet, profitant de l'eau et des conseils techniques donnés par les agents techniques.

La tangibilité des résultats a encouragé d'autres bailleurs à investir dans les jardins de survie. C'est le cas de l'Agence française de développement (AFD), qui a installé en 2015 trente jardins de survie dans les régions de Zinder et de Diffa dans le cadre de son projet de sécurité alimentaire des ménages. Cela montre le caractère reproductible des jardins de survie. Après le Niger, le Burkina Faso et le Ghana ont adopté cette démarche pour aider les personnes handicapées pauvres.

Il s'agit aujourd'hui, grâce à l'implication des mairies et des services techniques décentralisés dans la mise en

Après le Niger, le Burkina Faso et le Ghana ont adopté cette démarche pour aider les personnes handicapées pauvres.

Témoignage

« Les personnes handicapées bénéficiaires des jardins de survie ont acquis une estime de soi et commencent à s'affirmer, car elles et leurs familles ont renforcé leurs capacités économiques et leur autosuffisance. Les productions des jardins de survie et les revenus monétaires qu'elles procurent permettent à ces familles de se nourrir pendant au moins quatre mois et de subvenir aux besoins de leurs ménages et particulièrement ceux des enfants handicapés (santé, habillement et scolarisation). »

« Les jardins de survie ont ainsi mis fin à l'oisiveté des jeunes et adultes bénéficiaires et ont contribué à réduire la mendicité parmi les personnes handicapées. »

Sanon et Cheifou, évaluateurs du ProDIB

œuvre des activités, de convaincre les décideurs politiques de s'intéresser à cette approche afin de l'insérer dans l'initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens) pour une mise à l'échelle nationale. Les parties prenantes du projet doivent travailler à une meilleure visibilité des jardins de survie auprès des partenaires, de l'État, des communes et, pourquoi pas des personnes ou entreprises privées afin d'obtenir des investissements.

Le mot de la fin

Dédiés à une frange de la population souvent ignorée dans toutes les actions de développement et d'urgence, les jardins de survie visent à aider les personnes handicapées pauvres et leur famille à accroître leur résilience. Les « assistés » d'hier deviennent ainsi des contributeurs, capables de prêter à leur tour assistance, ce qui influence beaucoup la perception et le comportement de la communauté à leur rencontre. Elles ne sont plus vues comme une charge, mais plutôt comme une opportunité d'accès à l'investissement, au jardin de survie.



Nouhou Boubacar Gaoh

est ingénieur agronome, spécialisé dans la protection des végétaux.

Il gère le projet Jardins de survie.

gbnouhou@yahoo.fr

Cet article présente les résultats d'un des projets menés dans le cadre du processus « Capitalisation des expériences au service du développement rural », mis en œuvre par le CTA, la FAO et l'IICA avec le soutien financier du FIDA.
<http://experience-capitalization.cta.int>

Pays : Niger
Région : Afrique de l'Ouest
Date de publication : Mars 2019
Mots clés : sécurité alimentaire, jardins de survie, résilience, handicap, inclusion